



# CESE info

Le Comité économique et social européen  
Un pont entre l'Europe et la société civile organisée  
Juillet 2016 | FR



## ÉDITORIAL

### We shall overcome

Avant toute autre chose, je voudrais exprimer ma profonde sympathie envers les millions de citoyens britanniques qui ont souhaité que leur pays demeure membre de l'Union européenne. C'est à eux que je pense. Au désarroi affreux qu'ils doivent éprouver. C'est avec une amertume extrême que j'imagine que nos relations avec le Royaume-Uni sont appelées à relever de notre section des «relations extérieures» et que dans un avenir incertain, nous ne pourrions plus avoir parmi nous tous nos collègues britanniques.

Je pense, bien sûr, à mes amis syndicalistes qui ont délibérément pris parti dans la campagne, mais j'ai la conviction que c'était un engagement commun à une très large part de la société civile organisée précisément parce qu'elle est organisée, en ce sens qu'elle ne se laisse pas prendre par des arguments fallacieux, quand ce ne sont pas des mensonges éhontés, et parce qu'elle a le sens de la réflexion, de l'organisation, de la solidarité et du collectif.

Ce sont eux qui ont raison: l'avenir de l'Europe est dans la paix, la justice, la solidarité et la fraternité. Généralisées. À l'ensemble du continent et à toutes ses îles, en attendant de pouvoir l'être au monde entier. Un jour ou l'autre, nécessairement, l'union de tous reviendra et elle s'étendra encore.

À propos de mensonges, je suis profondément révolté par la malhonnêteté avec laquelle les populistes de toute sorte ont fait passer des racontars de basse catégorie pour attiser l'indignation des citoyens les moins instruits, allant jusqu'à leur promettre des mesures sociales prétendument rendues possibles par la sortie de l'Union alors qu'ils savaient qu'elles n'étaient fondées sur rien et qu'ils ne les tiendraient pas eux-mêmes. Je suis profondément attristé par le fait que c'est la détresse sociale qui sert de levier numéro un pour amener les gens dans ce qu'il y a précisément de moins social: la xénophobie et le rejet de la solidarité. Il faut que ça cesse. Et il va de soi que ce que je dis là est en train de se produire dans tous nos pays, pas seulement au Royaume-Uni.

J'espère que le proverbe antique, quelque cruel qu'il soit, va prendre un sens pour nous: οὐδὲν κακὸν ἀμικρὸν καλοῦ. Il n'est pas de mal si grand qu'il ne porte un bien en lui. C'est l'essence de l'espoir et nous avons besoin d'espoir. Peut-être fallait-il, hélas, que l'Europe traverse cette épreuve-ci pour qu'elle se mette enfin à faire ce que je lui demande vainement de faire depuis des années: devenir ouvertement sociale. S'occuper de ses citoyens, avant tout le reste, et le leur faire savoir. D'une façon éclatante, pas d'une façon timorée. Plaise seulement au ciel qu'elle n'attende pas une seconde épreuve du même genre pour se décider et qu'elle souffre le moins possible – et le moins longtemps possible – de celle-ci.

J'ai souvent dit que le projet européen est un projet généreux, intelligent et noble. J'ai souvent dit qu'il fallait saluer le courage de ceux et celles qui l'ont lancé au lendemain d'une guerre atroce assortie d'un cortège de crimes monstrueux, fondés sur l'égoïsme, le racisme, la haine, la cruauté et l'extrémisme. Ils ont eu le génie d'entamer ce processus par le charbon et l'acier, par l'économie, tout en entrevoyant bien davantage et en mettant en place une structure de consultation sociale qui préfigurait celle de notre Comité. J'ai la conviction qu'il est urgent, désormais, de revenir aux principes fondamentaux du projet, qui figurent dans nos traités, et ce n'est pas du tout une vision nostalgique ou passéiste: ce sont des principes fondateurs d'avenir, seuls capables de nous tirer du marasme. La seule chose que je changerais, maintenant, ce sont les priorités affichées. Pour combattre le populisme, pour annihiler le sentiment de frustration de la population la plus vulnérable de nos pays, il faut maintenant mettre le social en première page. Je m'empresse de vous rassurer: ça ne signifie pas qu'il faudrait laisser l'économie aller à vau-l'eau, bien entendu, et notre Comité lui-même devrait demeurer tout aussi économique que social.

J'ai dit sans ambages que ce referendum n'était pas opportun, pas opportunément organisé, et qu'il allait surtout inévitablement consacrer cruellement une déchirure terrible de la société dans un de nos pays. En fait, je l'ai dit en anglais parce que je l'ai fait dans une publication d'une organisation britannique représentée au sein de notre comité. Il aurait été cent fois plus loyal – et même probablement plus habile – que les dirigeants britanniques, au lieu de jouer cette carte-là tout en continuant à bloquer les progrès de l'Union et à négocier des dérogations en tous genres, se mettent à œuvrer eux-mêmes à ce que l'Union devienne plus solidaire et plus sociale.

C'est aux dirigeants britanniques qu'il revient maintenant d'exécuter le mandat que leur peuple leur a donné, et il faut qu'ils le fassent rapidement, sans quoi non seulement tout le monde va vivre dans une dangereuse incertitude, mais ce sera tout bénéfique pour les charognards qui, dans tous nos pays, imputeront inévitablement le non-respect des résultats du referendum à une sournoise collusion entre la «classe politique» nationale et l'«élite eurocrate», quoi qu'aient dit le Parlement, le Conseil et la Commission.

Mais dans tous les cas, une chose doit être claire: que ce soit en attendant l'exécution de ce mandat, pendant la période d'absence ou après le retour à l'Union, «plus jamais ça»: on ne doit plus jamais assister à aucune forme de chantage continué d'un État sur les autres, quel qu'il soit, qui aurait pour effet de saboter le progrès de l'Union vers la solidarité sociale et régionale ou vers l'efficacité économique et financière.

Georges Dassis  
Président du CESE  
Bruxelles, le 1<sup>er</sup> juillet 2016

## Les franchissements irréguliers ne s'arrêteront pas – Rapport du CESE sur les réfugiés en Turquie

Dans le cadre de ses missions d'information relatives aux migrants et aux réfugiés (voir le numéro d'avril du *CESE info*), le CESE, représenté par Manthos Mavromatis (groupe des employeurs), José Antonio Moreno Diaz (groupe des travailleurs) et Panagiotis Gkofas (groupe des activités diverses), a effectué une visite de trois jours en Turquie (du 9 au 11 mars) afin de rencontrer les autorités et les organisations de la société civile (OSC) œuvrant en faveur des migrants. Le rapport de mission du CESE formule 13 recommandations pratiques pour remédier à la situation actuelle. D'après le rapport, les franchissements irréguliers ne s'arrêteront pas tant que la guerre en Syrie se poursuivra. Protéger les personnes sollicitant une protection constitue une préoccupation essentielle qui requiert une approche européenne fondée sur les droits lorsqu'il s'agit de conclure des accords avec la Turquie et tout autre pays tiers. Le rapport tire également les conclusions suivantes:

- **Statut de la Turquie en tant que pays sûr.** Plusieurs OSC ont exprimé des doutes quant à savoir si la Turquie peut être considérée comme un pays sûr, sachant que de nombreuses personnes nécessitant une protection internationale ont été expulsées vers leur pays d'origine, en dépit des risques qu'elles y encourent pour leur vie.
- **De faibles possibilités d'intégration.** La clause de réserve géographique turque à la Convention de Genève signifie que les Syriens ne peuvent obtenir une protection temporaire, et les ressortissants d'autres pays une protection subsidiaire, que pour des motifs humanitaires. L'intégration dans le marché du travail et le regroupement familial restent un problème.
- **Des droits sociaux limités pour les réfugiés.** Ils ne peuvent demander un permis de travail et sont contraints de

dépendre d'employeurs qui ne sont pas incités à les embaucher, le droit turc obligeant ces derniers à recruter un certain nombre de Turcs pour chaque étranger engagé. Ceux qui ne sont pas de nationalité syrienne doivent vivre dans des «villes satellites», ce qui restreint leur liberté de mouvement et leurs possibilités d'emploi. La plupart des enfants réfugiés vivant en dehors des camps abandonnent l'école pour travailler.

- **La lutte contre les trafiquants est limitée.** Bien que les moyens humains, navals et en équipements disponibles pour lutter contre les trafiquants aient augmenté, le nombre de condamnations reste très faible.

Le texte intégral du rapport est disponible à l'adresse suivante: <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.refugee-crisis-mission-reports>. (mm)

## Gardes-frontières européens: droit d'intervenir et nécessité de donner la priorité à la protection des droits fondamentaux

Améliorer la gestion de la frontière extérieure de l'UE n'est désormais plus uniquement un objectif, c'est une urgence impérieuse, selon un avis du CESE adopté lors de sa session plénière de mai (rapporteur: Giuseppe Iuliano et corapporteur: Cristian Pirvulescu). Cela ne doit toutefois pas se faire au détriment des droits humains fondamentaux, notamment le droit d'asile et le droit à la libre circulation des citoyens de l'UE.



© FRONTEX 2016

s'accompagner d'une transformation de l'agence Frontex en un «corps européen de gardes-frontières», comparable à une police civile. Cette agence devrait avoir le

Une nouvelle forme de gestion des frontières doit être développée et

>>> page 2

## Pour le CESE, il convient d'évaluer de manière approfondie les conséquences des nouvelles relations de travail

De nouvelles formes de contrats et de relations de travail – notamment les contrats «zéro heure», les mini-emplois et le travail via des intermédiaires en ligne – se sont multipliées depuis la crise financière. Si l'innovation et la créativité doivent être encouragées, ces nouveaux modèles de relations d'emploi ont également augmenté l'incertitude pour de nombreux travailleurs. Cette situation a conduit à un déséquilibre sur le marché du travail, estime le CESE dans son avis adopté lors de la session plénière de mai (rapporteur: Kathleen Walker Shaw).

Pour le CESE, il y a lieu d'évaluer et de traiter correctement la véritable incidence de ces nouvelles relations d'emploi sur les conditions de travail, les systèmes de sécurité sociale et le salaire minimum vital. Les modèles de protection sociale doivent

également être adaptés afin de couvrir les formes d'emploi atypiques. Il conviendrait de tenir compte de ces aspects dans le cadre de la mise en place du socle européen des droits sociaux.

Une meilleure compréhension de l'évolution de la nature du travail et des relations de travail devrait permettre de renforcer l'efficacité de la politique de l'emploi de l'UE. Le CESE considère par exemple que la formation tout au long de la vie, la requalification et le perfectionnement doivent devenir une priorité afin de veiller à ce que tous les travailleurs soient aptes à trouver un emploi sur le marché du travail mondialisé, caractérisé par la haute technologie.

Des recherches supplémentaires sont également nécessaires pour déterminer les

groupes vulnérables, ainsi que pour traiter les questions relatives à la responsabilité en cas d'accident, aux dommages occasionnés et aux défauts de service dans le cadre des plateformes en ligne, de l'externalisation ouverte et d'autres nouvelles formes de travail indépendant.

Associer la société civile et les partenaires sociaux est essentiel si la Commission européenne entend élaborer des dispositions appropriées pour protéger tant les travailleurs que les employeurs. (cad)



## Suite de la page 1

### Gardes-frontières européens: droit d'intervenir et nécessité de donner la priorité à la protection des droits fondamentaux

Néanmoins, le CESE ne soutient pas la proposition de la Commission européenne visant à mettre en place des contrôles systématiques pour les citoyens européens aux frontières extérieures de l'UE, car cette mesure nuirait gravement au droit fondamental de libre circulation.

Le CESE est particulièrement préoccupé par le sort des milliers de mineurs non accompagnés, abandonnés et non protégés. Il invite la Commission à adopter de toute urgence des mesures de protection et les autorités actuellement chargées de protéger les frontières à assumer leur obligation d'assistance. (cad)

## JOURNÉES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE 2016: le dialogue et la solidarité au niveau de l'UE sont essentiels à la prospérité et à la paix en Europe

Des représentants d'organisations de la société civile européenne se sont réunis à Bruxelles le 31 mai et le 1<sup>er</sup> juin à l'occasion de l'édition 2016 des **Journées de la société civile** organisées par le CESE. Les discussions ont porté principalement sur la migration et sur les défis et changements qu'elle entraîne pour la société européenne.

«La mobilisation citoyenne a le pouvoir de changer le cours de l'histoire. Le rôle essentiel qu'ont joué les organisations de la société civile dans la récente crise migratoire témoigne de ce qu'il est possible d'atteindre avec le soutien des citoyens», a déclaré **Georges Dassis**.

**Gesine Schwan** a souscrit à ce point de vue: «Les peuples et les citoyens d'Europe ont l'esprit beaucoup

plus ouvert et épris de justice que ce que les gouvernements européens voudraient nous faire croire. Pour ne pas reculer sous la pression des forces de droite et pour stopper l'érosion de la solidarité en Europe, nous devons nous engager dans le dialogue social et nous avons besoin d'un mouvement démocratique qui associe tant les collectivités locales que les organisations de la société civile».

Les participants ont évoqué différents aspects de la migration, tels que la jeunesse et l'éducation, l'intégration sociale, l'éradication des causes des migrations, la liberté d'expression, le choix entre «vivre ensemble» ou vivre dans des sociétés parallèles ainsi que la liberté de circulation au sein de l'UE. (sma)

## PRIX DE LA SOCIÉTÉ CIVILE 2016

### Le CESE va récompenser des initiatives remarquables en matière de migration

L'édition 2016 du prix de la société civile du CESE récompensera les initiatives d'organisations de la société civile et/ou d'individus qui ont pour objectif d'améliorer la vie des migrants et de favoriser leur intégration dans la société, et donc de promouvoir la cohésion et les valeurs européennes.

Plus précisément, le prix distinguera des initiatives, qu'elles aient déjà été mises en œuvre ou qu'elles soient toujours en cours, qui remplissent au moins l'un des critères suivants:

- fournir des secours immédiats aux migrants et aux réfugiés, et des premières réponses à leurs besoins;
- apporter une aide sociale, un logement et des soins de santé;
- offrir un soutien et des conseils pratiques;
- combattre la xénophobie, le racisme et les discriminations;
- lutter contre l'exploitation et encourager le respect mutuel;
- sensibiliser aux droits et obligations;
- former les ressortissants de pays tiers et les communautés d'accueil.

La liste complète des exigences et le formulaire de candidature sont disponibles sur le site web du CESE: Prix 2016 de la société civile du CESE. Les actes de candidature doivent être adressés directement au CESE.

**Le prix, d'une valeur totale de 50 000 EUR et qui sera décerné le 15 décembre 2016**, est ouvert aux organisations de la société civile enregistrées officiellement au sein de l'UE et qui exercent leur action au niveau européen, national, régional ou local. Il peut également récompenser des personnes à titre individuel.

**La date limite de soumission des candidatures est fixée au 9 septembre 2016.**



## BIENTÔT AU CESE



### Yaro M. Kupčo: Reflets de Slovaquie 13.7 - 16.9.2016, bâtiment JDE, Foyer 6

Pour marquer le début de la présidence slovaque de l'UE, le CESE organise une exposition de photos de **Yaro M. Kupčo**, artiste-photographe slovaque. En utilisant exclusivement des appareils photographiques traditionnels, il capte des natures mortes et vues panoramiques qui sont ensuite teintées en brun sépia et rehaussées d'or pur.

L'exposition est organisée en coopération avec la représentation permanente de la Slovaquie auprès de l'UE et l'ASBL «Slovaks in Luxembourg». Elle sera inaugurée le 13 juillet à 19 heures par **Ivan Korčok**, secrétaire d'État pour les affaires étrangères et européennes de Slovaquie. **Róbert Ragan Jr** et **Martin Uherek** assureront l'accompagnement musical. (jp)

## Le CESE joue un rôle influent dans l'élaboration de la future politique urbaine de l'UE

Le 30 mai 2016, les ministres de l'UE chargés des questions urbaines se sont réunis à Amsterdam afin d'adopter le nouveau programme urbain de l'UE. Le CESE était dûment représenté par M. Joost van Iersel, président de la section ECO du CESE, et M. Roman Haken, rapporteur de l'avis sur «L'avenir du programme urbain de l'UE du point de vue de la société civile». Leur présence a confirmé que le Comité continue à jouer un rôle central dans l'élaboration du programme urbain de l'UE.

Le programme urbain de l'UE vise à instaurer une nouvelle forme de coopération à plusieurs niveaux entre les États membres, les régions, les représentants des autorités municipales, la Commission européenne, le Parlement européen, les organes consultatifs de l'Union (CESE et CdR), la BEI et les autres acteurs concernés en vue de renforcer la dimension urbaine de la politique de l'UE. Conçu pour stimuler l'innovation et la croissance, le programme influencera directement la vie des citoyens de l'Union européenne dont 80 % résideront, selon les prévisions, dans les villes d'ici 2050.



Le CESE est parvenu à faire admettre que les villes sont des partenaires précieux dans l'intégration européenne, que les organisations de la société civile participent sur un pied d'égalité à la mise en œuvre du nouveau programme urbain et que les partenariats public-privé peuvent servir de modèles pour le financement de projets urbains. (cad)

## L'économie collaborative promet de nombreux avantages, mais doit être réglementée afin d'instaurer la confiance

Le volume global des échanges commerciaux effectués dans le cadre de l'économie du partage est estimé à quelque 17,8 milliards d'euros, et les prévisions indiquent une croissance annuelle rapide de ce secteur jusqu'en 2025. En réponse à une demande de la présidence néerlandaise, le CESE a élaboré un avis sur l'économie du partage et l'autorégulation, qui invite l'Union à «définir d'urgence le cadre juridique, clair et transparent, dans lequel il conviendra que ces activités se déploient et s'effectuent dans l'espace européen».

Les nouveaux modèles économiques, tels que l'économie collaborative, s'accompagnent de questions réglementaires qu'il est nécessaire de résoudre pour qu'ils puissent procurer des avantages sociaux. Ils doivent

en particulier respecter la législation nationale et européenne. Les aspects clés sont notamment les droits des travailleurs, la fiscalité, la protection des données et de la vie privée, les droits sociaux, la concurrence équitable et la lutte contre les monopoles et les pratiques anticoncurrentielles. Il convient d'examiner attentivement la palette des échanges qui s'effectuent sur les plateformes créées pour faciliter l'économie du partage.

L'avis invite également à protéger les droits de tous les acteurs qui participent à l'économie du partage, y compris les «prosummateurs» (producteurs-consommateurs). Le CESE demande à la Commission de publier rapidement son **programme pour l'économie collaborative**, qui n'a que trop tardé. (sg)

## Le président du Conseil économique, social et environnemental français à la session plénière du CESE

Le 26 mai dernier, Patrick Bernasconi, président du Conseil économique, social et environnemental français, a prononcé au CESE une allocution intitulée «Les conseils

économiques et sociaux face aux attentes de la société civile européenne». Il a également pris part aux débats des membres du CESE sur cette question qui revêt une importance fondamentale pour les citoyens européens et ceux qui représentent leurs organisations à tous les niveaux.



Georges Dassis, président du CESE, et Patrick Bernasconi, président du Conseil économique, social et environnemental français

«Dans un contexte de crise en Europe, marquée par une forte défiance des citoyens envers la classe politique, les conseils économiques, sociaux et environnementaux ont un rôle déterminant à jouer, au cœur du dialogue citoyen et du débat démocratique, que ce soit au niveau national ou européen», a déclaré Georges Dassis lors de la session plénière.

«Il est essentiel de renforcer le dialogue et la coopération entre nos deux assemblées, puisque les sujets au cœur de la vie des citoyens sur lesquels nous travaillons dans le domaine social, économique et environnemental ont systématiquement une résonance européenne et même internationale», a renchéri Patrick Bernasconi. (cad)

## Le CESE et le Conseil économique, social et environnemental français renforcent leur coopération

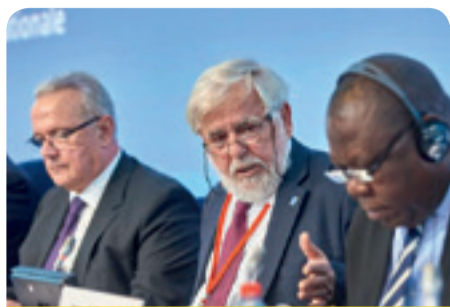
Le 15 juin 2016, le CESE a reçu une délégation du Conseil économique, social et environnemental français dans le cadre d'un échange d'informations portant sur les transports et l'énergie, les affaires étrangères et Horizon 2020.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre de l'approfondissement des relations entre les deux institutions engagées par Georges Dassis, président du CESE, et Patrick Bernasconi, président du Conseil économique, social et environnemental français.

Assistés par l'unité «Relations interinstitutionnelles et avec les CES nationaux» (REL) du CESE, Pierre-Jean Coulon, président de la section TEN, José-Maria Zufiaur Narvaiza et Jonathan Peel, vice-présidents de la section REX, et Etele Baráth, président du comité de pilotage Europe 2020, ont longuement échangé avec les membres de la délégation française emmenée par Jean-Marie Cambacères, président de la section des affaires européennes et internationales du Conseil économique, social et environnemental français. (cc)

# Les acteurs socio-économiques appelés à jouer un rôle de premier plan dans l'après-Cotonou

## Nécessité d'un nouveau partenariat UE-ACP qui place la société civile aux commandes



Georges Dassis, président du CESE, en compagnie de Joseph Chilengi, président de l'ECOSOCC de l'Union africaine, et du commissaire Neven Mimica

Lors de sa session plénière de mai, le CESE a présenté des recommandations sur la manière de remodeler les mécanismes de l'UE en matière de commerce, d'aide et de développement afin de s'attaquer plus efficacement aux défis actuels et futurs dans le cadre des relations avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique

(ACP). Ces recommandations seront prises en compte dans le nouveau cadre qui doit remplacer l'accord de partenariat de Cotonou, qui vient à échéance en 2020.

Afin que les objectifs de développement durable des Nations unies soient mis en œuvre de manière efficace et qu'ils bénéficient aussi bien aux citoyens des pays ACP qu'aux citoyens européens, le CESE plaide en faveur d'un nouveau cadre qui reconnaisse l'importance de la participation de la société civile au processus de développement. Le CESE estime que la société civile devrait également voir son rôle étendu au contrôle et à l'évaluation des retombées de la mise en œuvre du futur accord, pour lequel elle devrait recevoir le soutien financier nécessaire.

Dans le cadre de son débat avec M. Joseph Chilengi, président du Conseil économique, social et culturel de l'Union africaine (ECOSOCC), et avec le commissaire Neven Mimica, le CESE a abordé les questions de la priorité que l'UE accorde aux pays ACP et de la nécessité de déplacer le paradigme de la négociation vers le dialogue, compte tenu de l'universalité des défis dans l'ensemble de l'UE et de la région ACP. (mm)

# Le CESE présente sa stratégie pour faire de l'UE un meilleur voisin

Il est urgent de revoir la politique européenne de voisinage (PEV) de l'UE pour en faire un outil efficace de coopération transfrontalière. La PEV a été lancée en 2004 afin de mettre à profit les valeurs et intérêts communs de l'UE avec ses voisins orientaux et méridionaux, et de promouvoir une coopération politique et économique, mais son approche uniforme n'a pas permis de prendre en compte ni de gérer le processus de fragmentation en cours dans les deux régions.

Dans son avis sur le réexamen de la politique européenne de voisinage proposé par la Commission, qu'il a adopté lors de sa session plénière de mai, le CESE plaide en faveur d'une approche plus volontariste et dynamique, axée sur la stabilisation régionale et un dialogue social et civil renforcé. *«S'il est indéniable que l'UE a été confrontée à des développements perturbants, qui ont parfois été dramatiques, chez ses voisins du Sud comme de l'Est, le manque de vision ne l'aidera pas à sortir de cette mauvaise passe. Nous recommandons de doter la PEV d'un nouveau programme audacieux et dynamique, y compris en offrant une perspective d'adhésion à l'UE pour certains pays partenaires qui nourrissent de telles aspirations et ont la capacité et la volonté de remplir les conditions fixées à cet égard»,* a affirmé M. Andrzej Adamczyk, rapporteur du CESE. (mm)

# «Un espoir pour l'Europe! Culture, villes et nouveaux récits»:

## la culture, quatrième pilier du développement durable



Luca Jahier, président du groupe des activités diverses du CESE lors de la conférence «Un espoir pour l'Europe! Culture, villes et nouveaux récits»

## Par le groupe des activités diverses

Les 20 et 21 juin derniers, le groupe des activités diverses du CESE a organisé une conférence sur le thème «Un espoir pour l'Europe! Culture, villes et nouveaux récits», en partenariat avec le Palais des Beaux-Arts (BOZAR) et la commission de la culture et de l'éducation du Parlement européen.

La conférence a réuni plus de 200 participants et a mis en lumière l'énorme potentiel de la culture en tant que facteur de rassemblement et de mobilisation en Europe. Au moment où l'extrémisme ne cesse de gagner du terrain et où nos concitoyens remettent en question leur identité commune plus que jamais depuis 1945, le temps est venu de placer la culture et les politiques culturelles au cœur des priorités politiques européennes, d'investir dans le secteur culturel et de soutenir la pléthore d'acteurs engagés dans la gouvernance culturelle. Le temps est venu d'inclure la culture en tant que «puissance douce» dans les relations extérieures de l'Europe et de promouvoir la culture en tant que quatrième pilier du développement durable.

Dans ce contexte, une étude commandée par le groupe des activités diverses a été présentée au cours de cette conférence. Au cœur de cette étude se trouvent les questions suivantes: la culture peut-elle nous aider à surmonter les crises de tous ordres – crises d'identité, crises systémiques, crises politiques – qui ébranlent actuellement l'UE? Quel rôle jouent la culture et les villes dans le renforcement de la cohésion sociale et territoriale, l'établissement du dialogue et l'instauration d'un climat de confiance dans nos sociétés complexes? La culture peut-elle apporter à l'Europe de l'espoir, de nouveaux récits et une deuxième Renaissance?

Comme l'a conclu Luca Jahier, président du groupe des activités diverses, nous avons besoin pour l'Europe d'un nouveau et puissant récit capable de remodeler notre avenir. La culture peut contribuer à créer l'espoir dont nous avons besoin pour notre avenir, pour un développement et un progrès durables sur notre continent et pour un récit convaincant qui soit une source d'inspiration pour nous tous. (cl)

## NOUVELLE BROCHURE

### Les priorités du CESE durant la présidence slovaque

Pour la première fois depuis son adhésion, la Slovaquie assumera, le 1<sup>er</sup> juillet, la présidence du Conseil. La brochure du CESE publiée pour cette occasion présente les priorités de la présidence slovaque, celles de la société civile européenne, les membres slovaques du CESE ainsi que quelques informations essentielles sur la Slovaquie.



Brochure 16 pages, EN, FR, DE, SK: <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.publications.39747> (cg)

# La table ronde UE-Chine aboutit à une déclaration commune sur l'innovation, le développement rural, l'initiative «Une ceinture, une route» et l'investissement

La 14<sup>e</sup> réunion de la table ronde UE-Chine, organisée par le CESE les 18 et 19 mai, a reconnu la compatibilité entre les objectifs de la stratégie Europe 2020 et le 13<sup>e</sup> plan quinquennal de la Chine. Les participants ont convenu que la stratégie de développement «Une ceinture, une route» doit devenir une réalité plus tangible et plus compréhensible pour toutes les parties, y compris la société civile. La réunion a également porté

sur l'innovation et le développement économique dans les zones rurales, ainsi que sur les infrastructures, les investissements et le lancement de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB).

Le président du CESE, Georges Dassis, a déclaré que «la relation entre les deux régions s'est élargie et développée, à l'instar des relations entre le CESE et le Conseil

économique et social chinois. Nos expériences mutuelles contribuent au développement éclairé et équilibré de la relation globale».

L'ambassadeur chinois Yang Yani a déclaré que «les initiatives déployées par les deux sociétés pour réformer et développer nos économies vont de pair. C'est pourquoi nous nous félicitons des efforts qui sont aujourd'hui consentis des deux côtés pour rassembler l'expertise sur ces sujets importants».

«Les organisations de la société civile contribuent à la réalisation de l'agenda stratégique de coopération UE-Chine 2020, à la légitimité des institutions publiques, et, partant, à l'amélioration de la législation», a ajouté Gunnar Wiegand, directeur général pour l'Asie du SEAE. (mm)

# Stimuler l'innovation et l'industrie en Europe

## Par le groupe des employeurs

Entreprises, industrie et universités: nouer des liens plus étroits profiterait à tous et un certain nombre de facteurs pourraient relancer l'innovation. Telle est la conclusion à laquelle sont parvenus les participants à un séminaire organisé le 16 juin à Cambridge sur le thème «Stimuler l'innovation et l'industrie en Europe». Des représentants du monde universitaire et d'entreprises de haute technologie innovantes ont tenté d'identifier ce qui est nécessaire pour stimuler l'innovation dans l'UE.

Dans le domaine de l'enseignement, il est primordial de promouvoir le programme STEM (sciences, technologie, ingénierie et mathématiques) afin de relancer l'innovation, car le marché de l'emploi de l'UE manque cruellement d'ingénieurs hautement qualifiés et compétents. Il a également été souligné que l'innovation en Europe

est freinée par le fait que l'on n'accepte pas l'échec. Les intervenants ont en outre déploré les charges bureaucratiques excessives, notamment lorsque l'on sollicite des financements européens pour la recherche.

«Cambridge a été choisie comme lieu de cette manifestation en raison de la présence de très nombreux établissements de recherche et d'enseignement extrêmement prestigieux; à ce titre, Cambridge est un authentique centre d'excellence européen, et même mondial», a indiqué Brenda King, membre britannique du groupe des employeurs.

Le séminaire était organisé par le groupe des employeurs du CESE, en partenariat avec le Cambridge Network; des visites d'étude ont également eu lieu en parallèle dans les parcs scientifiques d'innovation de Cambridge. (lj)



# Une Union européenne au service des travailleurs: notre alternative à l'euro-scepticisme et au nationalisme

## Par le groupe des travailleurs

Le 31 mai 2016, le groupe des travailleurs a organisé une réunion extraordinaire à La Haye, dans les locaux du Conseil économique et social des Pays-Bas (SER). Cette réunion était notamment l'occasion d'évaluer la présidence néerlandaise de l'UE, qui touchait à sa fin.

Après les allocutions introductives de Mariëtte Hamer, présidente du SER, et de Gabriele Bischoff, présidente du groupe des travailleurs du CESE, l'un des principaux sujets de discussion fut l'avenir du socle européen des droits sociaux, une initiative au sujet de laquelle la Commission européenne a récemment lancé une

consultation publique. Les syndicats considèrent cette initiative comme un élément essentiel à l'évolution de l'Union européenne face aux tendances euro-sceptiques qui remettent en question son existence même.

La session de l'après-midi s'est concentrée sur les dangers de la montée de l'euro-scepticisme et du nationalisme, deux courants dont les Pays-Bas ont eux-mêmes fait l'expérience à l'occasion du référendum néerlandais sur l'accord d'association UE-Ukraine. Des journalistes, des syndicalistes et des universitaires de différents pays de l'UE ont examiné les incidences de ces phénomènes,

qui risquent de compromettre gravement l'acquis social aux niveaux national et européen, sur les droits des syndicats et des travailleurs. Ces effets se font déjà sentir dans plusieurs pays dont le Royaume-Uni, où le gouvernement s'attelle à une législation très hostile aux syndicats.

En conclusion de la réunion, Gabriele Bischoff a souligné que l'Europe devait offrir un projet positif aux travailleurs et aux citoyens, et elle a invité les syndicats à s'adresser aux travailleurs qui se sentent marginalisés et ignorés par les groupes politiques traditionnels. (mg)

## La migration, une histoire de deux mondes



Luca Jahier, président du groupe des activités diverses du CESE lors du Forum mondial des médias à Bonn

### Le CESE présent au Forum mondial des médias organisé par la Deutsche Welle à Bonn

Le 15 juin, à l'occasion du Forum mondial des médias qui s'est tenu sous l'égide de la Deutsche Welle, le CESE a organisé une table ronde sur le thème: «La migration, une histoire de deux mondes», animée par **Michael Meyer**, ancien directeur de la communication de M. Ban Ki-moon. Deux réfugiés – un Nigérian, **Prince Wale Soniyiki**, et un Afghan, **Suhrab Balkhi** – ont fait le récit poignant de leur fuite et témoigné de l'hostilité à laquelle ils ont été confrontés dans leurs pays d'accueil. Originaire du sud-ouest de la Finlande, **Mona Hemmer** a raconté comment son village a réussi à accueillir

100 réfugiés afghans et irakiens et expliqué combien l'expérience avait été enrichissante pour tous, en dépit des doutes et des réticences du début.

**Alexandra Förderl-Schmid**, rédactrice en chef du quotidien autrichien *Der Standard*, a souligné l'importance pour les journalistes d'adopter une attitude professionnelle équilibrée vis-à-vis du thème de la migration. «*Nous devons relayer des récits comme ceux de Prince et de Suhrab mais nous devons également nous intéresser aux répercussions négatives que peut avoir la migration.*»

**Luca Jahier**, président du groupe des activités diverses du CESE, a fait valoir que «*c'est la société civile qui a sauvé le visage humain de l'Europe pendant la crise migratoire.*» Le CESE tient à contrer la montée des peurs en Europe en formulant des propositions concrètes pour les institutions européennes et les États membres, sur la base des 11 missions d'information qu'il a effectuées dans des pays de l'UE et en Turquie. En plus de la table ronde, **Gonçalo Lobo-Xavier**, vice-président du CESE, s'est adressé à l'Assemblée plénière sur le thème: «*La mise en œuvre des objectifs de développement durable universels et le rôle de l'économie.*» (sma)

### Le Président Georges Dassis rencontre le Président François Hollande pour plaider pour une Europe plus forte

Le 10 juin, Georges Dassis, le président du CESE, s'est rendu au palais de l'Élysée à l'invitation du président de la République française. Sa visite lui a permis de plaider pour l'appel du 9 mai en faveur d'une Renaissance européenne, accompagné par neuf autres signataires: Lionel Baier, Mercedes Bresso, Daniel Cohn-Bendit, Guillaume Klossa, Maria João Rodrigues, Roberto Saviano, Gesine Schwan et Guy Verhofstadt, ainsi que le membre

du CESE Philippe de Buck (groupe des employeurs).

«*Je compte beaucoup sur le soutien du président François Hollande pour promouvoir ces propositions et je me réjouis de son invitation, qui constitue le début d'un mouvement plus large de réflexions et d'actions au niveau des chefs d'État et de gouvernement.*» a souligné Georges Dassis. «*L'appel est clair: l'intérêt*



©présidence de la République-J.Bonnet

*général ne se limite pas à la somme des intérêts nationaux. C'est ma conviction, celle d'un Européen engagé qui se bat pour que les citoyens de l'Union se rapprochent toujours plus. Ensemble, avec notre diversité, nous construirons un avenir de prospérité et de paix.*» (cad)

### Découvrez le CESE en jouant à «R EU Ready?»

Le CESE a développé un jeu éducatif intitulé «R EU Ready?» qui permet aux jeunes de jouer le rôle d'un membre du CESE à Bruxelles.

Le jeu a pour objectif de rapprocher l'Union – et donc le CESE – de ses citoyens, en leur permettant d'apprendre de manière ludique ce qu'est l'UE et la place qu'occupe le CESE en son sein.

Ce jeu éducatif est disponible dans toutes les langues de l'UE, sur la page Facebook



qui lui est consacrée (R EU Ready) et sur le site internet du CESE (version web). Il peut également être téléchargé à partir de Google Play et de l'App Store.

Pour plus d'information, consultez notre dépliant: R EU Ready?. Comité économique et social européen. (jp)

### Réunion conjointe des membres du groupe Communication et des points de contact à Porto

Une réunion conjointe entre le groupe Communication du CESE et les points de contact, présidée par **Gonçalo Lobo-Xavier**, vice-président du CESE, a été accueillie par **M. Rui Moreira**, maire de Porto, les 2 et 3 juin 2016.

La réunion a débuté par un exposé de **M. José Manuel Fernandes**, journaliste travaillant pour le journal portugais en ligne *Observador*, sur *Les médias au Portugal*, suivi de discours de **M. João Tátá dos Anjos**, chef de la représentation de la Commission au Portugal, sur *La stratégie de communication de*

*la Commission*, et de **M. Luis Planas**, secrétaire général du CESE, sur *Les priorités politiques du secrétariat du CESE.*



Figuraient également à l'ordre du jour une table ronde sur le rôle des points de contact pour la communication et une présentation des bonnes pratiques par des membres du CESE.

La conférence a débouché sur une redéfinition des priorités en matière de communication et un recentrage sur la promotion des politiques plutôt que sur l'organisation en tant que telle, et sur la conclusion qu'il convenait d'utiliser les possibilités offertes par les lignes directrices concernant les initiatives «Going local» (Investir l'échelon local). (mr)

CESE info dans 23 langues: [http://www.eesc.europa.eu/activities/press/eescinfo/index\\_fr.asp](http://www.eesc.europa.eu/activities/press/eescinfo/index_fr.asp)

#### Rédacteurs:

Alun Jones (rédacteur en chef)  
Daniela Marangoni (dm)

#### Contributeurs à la présente édition:

Caroline Alibert-Deprez (cad)  
Cédric Cabanne (cc)  
Csila Gergely (cg)  
Chloé Lahousse (cl)  
Daniela Marangoni (dm)  
Francisco Soriano (fs)  
Jonna Pedersen (jp)  
Leszek Jarosz (lj)  
Margarita Gavanis (mg)  
Margarida Reis (mr)  
Milen Minchev (mm)  
Siana Glouharova (sg)  
Silvia M. Aumair (sma)

#### Coordination:

Agata Berdys (ab)

#### Édition clôturée le 1<sup>er</sup> juillet 2016.

#### Adresse:

Comité économique et social européen  
Bâtiment Jacques Delors, rue Belliard 99,  
1040 Bruxelles, Belgique  
Tel. (+32 2) 546.94.76  
Fax (+32 2) 546.97.64  
Adresse électronique: [eescinfo@eesc.europa.eu](mailto:eescinfo@eesc.europa.eu)  
Internet: <http://www.eesc.europa.eu/>

CESE info est publié neuf fois par an lors des sessions plénières du Comité.

Des exemplaires imprimés de CESE info peuvent être obtenus gratuitement en allemand, en anglais et en français auprès du service de presse du Comité.

De plus, CESE info est disponible dans 23 langues en format PDF sur le site web du Comité:  
URL: <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.eesc-info>

CESE info ne peut être considéré comme le compte rendu officiel des travaux du CESE, pour lesquels il convient de se référer au Journal officiel de l'Union européenne ou à d'autres publications du Comité.

La reproduction – avec mention de CESE info – est autorisée (moyennant copie au rédacteur en chef).

Tirage: 5 800 exemplaires.

Le prochain numéro paraîtra en septembre 2016.

IMPRIMÉ SUR PAPIER 100 % RECYCLÉ.

Juillet 2016 / 6



Office des publications